

## Lettre aux insoumis

Camarades,

Vous le savez, j'ai gardé un douloureux temps de réserve pendant cette dernière ligne droite électorale. Je me suis tenu silencieux pour ne pas nuire la campagne de l'union de la gauche car il y avait une urgence à priver la Macronie d'une majorité absolue. Je l'ai fait pour ne pas alimenter la machine médiatique quand l'objectif pour notre camp était de remporter ces élections législatives.

J'ai estimé que mes intérêts, mes droits, aussi légitimes soient-ils, passaient après l'urgence et la détresse des millions des gens qui subissent injustement les politiques antisociales, liberticides et réactionnaires du gouvernement. Le scrutin est aujourd'hui derrière nous, c'est donc l'heure de la clarification et de la vérité.

Le lundi 9 mai dernier, Clémentine Autain m'a annoncé, dans un café près du siège du mouvement, que la décision avait été prise de me désinvestir de ma candidature aux élections législatives.

Elle m'apprend que le comité de suivi contre les VSS de La France Insoumise -dont elle m'informe ne pas être membre- a reçu une lettre contenant une accusation de violence sexuelle portée contre moi. Sous le choc, je lui demande des précisions. Elle refuse de me les donner. Je demande à être confronté à l'accusatrice ou a minima aux accusations. Elle refuse de nouveau en m'opposant la volonté de l'accusatrice de rester anonyme, sous-entendant seulement que ce serait une ancienne relation. Je proteste : comment puis-je me défendre de faits dont je ne sais rien ? Vous ne voulez même pas m'entendre ? « Non, nous ne sommes pas des juges. Pendant 1000 ans les femmes n'ont pas été entendues, tu payes peut-être aussi pour les autres, mais c'est comme ça, c'est un parti pris politique », m'a-t-elle répondu.

Clémentine Autain me demande ensuite de faire un communiqué pour dire que je retirais ma candidature à cause des attaques racistes que je subissais depuis l'annonce de celle-ci. « J'appuierai cette version publiquement » poursuit-elle. Je refuse immédiatement. Pourquoi devrions-nous mentir sur la véritable raison de mon retrait ?

Clémentine continue : « Si tu refuses, c'est nous qui serons obligés de communiquer publiquement contre toi, ce n'est pas dans ton intérêt. » Sideré par la tournure de la discussion, je décide de m'en aller en lui disant que je lui répondrais le lendemain, elle me demande de le faire dans la soirée.

Je sors du café abasourdi, dans l'incompréhension la plus totale.  
Je suis en état de choc.

Il faut comprendre que tout cela arrive dans un moment où j'étais déjà physiquement et moralement très affaibli. Je faisais face depuis plusieurs semaines à une campagne de destruction médiatique sans précédent. Tous les ennemis de la gauche anticapitaliste et de l'antiracisme politique s'étaient ligués contre moi. J'étais devenu le nom et le visage de ce que le pouvoir bourgeois, sa presse et ses alliés d'extrême droite haïssaient le plus. Partout j'étais sali, insulté, sans que jamais je ne sois invité pour répondre ou me défendre. Le président de la République lui-même s'est dit « abasourdi » par ma candidature, qu'il considérait comme une « dinguerie » comme le révélait le Canard Enchaîné. Et comme si ce n'était pas suffisant, même des dirigeants de la « gauche » qui ont signé l'accord NUPES ont rejoint la meute et ont tiré dans le dos.

Je n'étais déjà plus en état de mener le moindre bras de fer. Là c'était la goutte d'eau. Tard dans la soirée j'accepte finalement de me retirer et de publier le dit communiqué. D'abord pour montrer un premier respect pour la parole des femmes mais aussi pour que le processus de vérification et de confrontation soit mené sereinement et en dehors de la tempête médiatique.

Mais le 11 mai, le surlendemain donc, l'information qu'une enquête interne à LFI a été ouverte suite aux accusations va malgré tout être rendue publique par la presse avec tout un lot d'éléments faux et d'approximations concernant le déroulement de la séquence, le nombre signalement, etc. L'information va être reprise partout et va avoir l'effet d'une bombe dont je ne vais pas détailler les dégâts gigantesques sur ma vie personnelle, familiale, professionnelle et sociale.

Le même jour va paraître un communiqué publié sur le site de la France insoumise où il est écrit noir sur blanc : « Sur cette base, vu l'urgence de la situation, une procédure a été enclenchée immédiatement au sein de la France insoumise. Dans ce cadre, Taha Bouhafs a été confronté aux accusations dont il faisait l'objet ce lundi 9 mai. »

Or c'est faux : j'ignore ce dont on m'accuse, je n'ai jamais été confronté aux dites accusations pas plus le 9 mai qu'à une autre date.

J'écris alors un courrier aux instances du parti pour demander à l'être pour qu'enfin l'on puisse établir la vérité sur cette affaire. Souhait qui semble aussi être partagé par Jean-Luc Mélenchon dans ce tweet datant du 11 mai : « (...) Je compte sur la commission ad hoc de LFI pour établir la vérité ».

Je ne reçois aucune réponse à ce courrier. Je décide donc de charger mes avocats d'écrire à leur tour aux instances du parti pour faire part de notre étonnement face à ce silence. Dans ce courrier nous demandons une énième fois à ce que je sois confronté aux accusations qui sont portées contre moi, pour que je puisse enfin comprendre ce qui m'est reproché. Les jours passent... pas de réponse.

Pourtant, je vois Clémentine Autain se féliciter dans les médias que l'affaire serait réglée, qu'elle aurait même été « réglée en 5 jours ». Elle avance que la procédure n'avait pas à aller jusqu'au bout puisque je me serais retiré de moi-même. Mais c'est précisément sur sa demande que je me suis retiré, pour qu'une procédure se déroule sereinement.

J'apprends donc qu'il n'y aura pas d'enquête, pas de vérifications, pas de confrontation. Taha éliminé. L'affaire est réglée, circulez il n'y a rien à voir.

Mais où est la justice dans tout ça ? Si les faits présumés sont graves, comme l'ont expliqué dans les médias certaines personnes visiblement mieux informées que moi ; pourquoi ne pas signaler ces éléments au procureur ?

Alors bien sûr, le système judiciaire est imparfait, voire défaillant en ce qui concerne les affaires de violences sexistes et sexuelles, j'en conviens.

Je suis bien placé pour connaître la violence d'une procédure judiciaire lorsque l'on est du mauvais côté d'un système de domination.

Mais que dire alors d'une procédure ne pose aucune question, n'opère aucune vérification, ne donne aucune possibilité de se défendre. Pire, qui ne permet même pas à la personne accusée de connaître les faits qu'on lui reproche.

Quoi que l'on pense de moi, de ma culpabilité ou de mon innocence, comment peut-on se satisfaire de cette procédure ? Que tire-t-on collectivement de cette façon de faire à part de la douleur et de l'incompréhension ?

Le principe du procès équitable est utile parce qu'il nous permet de réfléchir collectivement et de trouver une issue constructive et réparatrice. Pour que les plaignants et les accusés puissent avancer. Pour que la société elle-même en tire profit. C'est cela la justice.

Je suis pour la présomption de sincérité en ce qui concerne les violences sexuelles et sexistes. C'est-à-dire que dans la juste et nécessaire libération de la parole des femmes dans le contexte post #metoo, je suis pour que chaque plaignante soit considérée avec tous les égards dus à la bonne foi de son témoignage.

Ce qui est la seule condition pour conduire sereinement un processus de vérification puis de confrontation, soit des personnes concernées – plaignante et accusé - soit de leur version des faits.

Je crois aussi qu'à gauche nous ne sommes pas pour le jugement par contumace, encore moins s'il est mené par des juges qui sont aussi parties. Nous croyons à la vérité et nous la cherchons toujours. Quelle que soit l'incrimination dont je fais l'objet, je devrais pouvoir savoir précisément ce que l'on me reproche, pour pouvoir émettre ma propre version des faits, mais aussi pour comprendre. Si un jour j'ai eu un comportement déplacé il doit être changé et réparé. Si les accusations sont infondées, comme je pense qu'elles le sont, je dois pouvoir m'en défendre.

Alors après une longue période de silence public et après plusieurs relances internes, je reviens vers vous par cette lettre pour vous demander une procédure juste et équitable dans laquelle je pourrais savoir ce que l'on me reproche exactement.

Vous en avez d'abord l'obligation politique, car si je ne suis plus candidat de l'Union Populaire, je suis toujours statutairement membre de la France insoumise et membre de groupe thématique du mouvement. J'ai toujours mes accès sur le site de l'union populaire et je sais que si un membre lambda de notre mouvement était visé par ce type d'accusation il ferait l'objet d'une (juste) procédure interne.

Vous en avez aussi l'obligation morale. Puisque vous n'êtes pas pour la vindicte. Vous êtes contre la campagne raciste que j'ai subie. Vous êtes lucides sur le fait qu'en tant que jeune homme, arabe, issu des quartiers populaires, sans diplômes, je n'ai ni le capital social, ni financier pour faire face à l'instrumentalisation à grande échelle de cette affaire

Mes détracteurs (et vous savez qu'ils sont nombreux) de droite comme de gauche, dans la politique ou dans les médias, se sont servis de la confusion et de l'opacité de la séquence pour répandre à mon sujet les rumeurs les plus absurdes et les plus salissantes, relayées par un grand nombre de personnes.

Le journal Le Point publie par exemple un témoignage anonyme d'un supposé salarié du média dans lequel je travaille. Il affirme que j'aurais tenu des propos homophobes au travail à propos d'un monteur, devant des journalistes de la rédaction. Ce qui est absolument faux. L'information a immédiatement et publiquement été démentie par plusieurs journalistes ainsi que par des membres de la direction du média.

Peu importe le mal est fait, l'information est reprise des dizaines de milliers de fois. Le journaliste n'a même pas respecté le principe du contradictoire puisqu'il ne m'a pas confronté à ce sujet avant la publication.

Je ne vais pas citer toutes les rumeurs qui circulent. Mais l'une d'entre elles vaut quand même le détour puisque qu'elle est aussi grave qu'invraisemblable et qu'elle est propagée publiquement à la fois par des membres du printemps républicain, de l'extrême droite et par des militantes se revendiquant du mouvement féministe.

Ces personnes propagent le récit selon lequel j'aurais participé ou organisé une soirée au Média, tantôt avec des personnes prostituées, tantôt avec des mineures, parfois les deux, cela varie selon les versions. Et tout cela en compagnie de responsables politiques de LFI. Évidemment, c'est une invention totale, je dis bien totale et je mets au défi quiconque d'apporter ne serait-ce que le début d'un élément de preuve à ce sujet.

Toutes ces rumeurs ont eu des conséquences graves sur ma vie et ma santé. J'invite les journalistes à enquêter sur la réalité et la genèse de celles-ci.

Je ne suis animé par aucune haine ou esprit de vengeance.

Je sais qui je suis, je m'appelle Taha Bouhafis. J'ai 25 ans, je suis né en Algérie, j'ai grandi à Echirrolles, dans l'Isère. J'ai toujours combattu les injustices et les inégalités dans mon pays et je continuerai à le faire.

Je n'ai aucune intention d'abandonner mes idées, ni mes combats politiques.

Par cette lettre je ne demande ni soutien, ni sympathie de la part des masculinistes. Ceux qui par principe contredisent la parole des femmes.

Je suis radicalement contre toutes les dominations et celle qui est imposée aux femmes est la plus vieille et la plus tenace alors je continuerai à la combattre, ce qui implique aussi de remettre en question mes propres comportements socialement construits. Et je veux continuer à le faire ; parce que c'est juste.

C'est au nom de cette justice que je viens vers vous une dernière fois, camarades.

Je ne m'accroche à aucun poste, ni rôle, je n'en ai plus aucun.

Mais je ne veux pas que l'affaire soit étouffée, oubliée, je vous demande simplement une procédure juste et équitable où le fondamental principe du contradictoire sera respecté.

Taha B.